76e année - NOUVELLE SERIE - N° 6 PERIODIQUE JANVIER 1971

le libertaire

JOURNAL DES ANARCHISTES, FONDÉ PAR LOUISE MICHEL ET SEBASTIEN FAURE

Organe de l'UNION FÉDÉRALE ANARCHISTE

RÉDACTION — ADMINISTRATION Boîte Postale n° 1, 41 - CHAILLES

LE NUMERO : 1,00 F

ABONNEMENT :
6 numéros..... 5,00 F
12 numéros..... 9,00 F

C.C.P. ORLEANS 1.244-83
(LECLAINCHE René)

UNE FUMISTERIE

LA REFONTE MUNICIPALE

Le régime parlementaire étant discrédité, les politiciens s'évertuent aujourd'hui à tenter de démontrer qu'indépendamment de celui-ci, ce à quoi ils s'intéressent, c'est avant tout au bien public. Ces romanichels de l'idéologie à bon marché savent que l'opinion est fatiguée des jeux de la politique, même si bon nombre de « citoyens » croient encore utile de se déranger périodiquement pour aller déposer dans l'urne le bulletin de vote par lequel ils délèguent solennellement leur pouvoir dans les domaines les plus divers à ces surhommes que sont les députés, sénateurs et chefs d'états.

Avant de se retirer dans sa tannière, le général de Gaulle, aidé en cela par maints courtisans, avait cru pouvoir ingurgiter à ses ouailles la notion d'une régionalisation caricaturée au possible, laquelle n'eut été en fait qu'une consolidation de la position de l'Etat à tous les stades de la gestion dans les affaires publiques. Cette décentralisation à rebours de l'autorité étatique aurait abouti à un perfectionnement du centralisme existant, ce qu'un journaliste bourgeois a excellemment défini comme une « fédéralisation » du centralisme.

Nos sociologues officiels ont trouvé, pensent-ils, un moyen de pallier cet échec. Si le peuple n'a pas mordu dans le faux régionalisme, si la région n'est pas apparue comme le terrain sur lequel on pouvait suffisamment le tromper, on en a trouvé un autre, plus attrayant celui-là : la Municipalité. Il n'est question aujourd'hui que de refonte de la loi municipale qui, nous dit-on, n'est pas en rapport (nous le savions déjà) avec les données économiques, sociales, familiales, culturelles et démographiques actuelles. Du côté du pouvoir, on est donc en train de préparer à l'intention de la population un projet de refonte de cette loi tendant, nous assure-t-on, à instaurer plus de justice dans la répartition de la richesse nationale (l'urbanisation des campagnes est la tarte à la crème du moment).

Chacun sait les disparités de tous ordres pouvant exister d'une commune à l'autre, et les difficultés que peut rencontrer une municipalité pour suivre un programme de réalisations établi par elle. Certes, la démagogie aidant, dans le contexte politique et psychologique actuel, on sait bien que les municipalités bénéficient parfois d'appuis sérieux pour obtenir en partie les crédits qui leur sont nécessaires. Ces appuis leur viennent : ou des hommes politiques au pouvoir ou de ceux qui rôdent autour de celui-ci. S'il arrive que ce ne soit pas à l'échelon gouvernemental ou ministériel, et cela pour des raisons de coloration politique, on sait bien que des arrangements demeurent encore possibles, grâce à des affinités politiques moins voyantes, à l'échelon du Conseil général ou autres instances du même genre. Le plus clair dans tout cela est que l'émulation dans les réalisations sur le plan municipal est essentiellement politique, chaque conseil de collectivité locale voulant faire la démonstration que le parti qui est le sien est plus soucieux que les autres des doléances exprimées. Ainsi, par ce jeu subtil, on en vient à ce que les dépenses publiques, effectuées par les municipalités, le sont d'abord en fonction des nécessités de la propagande (qui devient alors gratuite pour eux) des partis dont ils sont l'expression, même s'il s'agit « d'indépendants » ou autres « sans partis » (listes d'intérêts communaux, etc.). La grande astuce du système est qu'il soit rendu possible, grâce à lui, au nom de l'intérêt général, d'alimenter la propagande politique avec les deniers publics au nom des vertus de la gestion municipale.

(Lire la suite en 2e page)

LA LIBERTÉ A REDÉFINIR

Le « Larousse » donne de la liberté la définition suivante : « Pouvoir d'agir ou de ne pas agir, de choisir », « droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la loi », « droit de manifester sa pensée par l'impression, etc. ».

Nous le voyons tout de suite, cette définition est déjà négative : tout ce qui n'est pas défendu par la loi. De plus, qu'en est-il dans la réalité ?

Nous voyons l'ensemble de la population « consommer » le concept de liberté comme un vulgaire produit d'entretien ; cette notion qui devrait être VECUE n'est qu'observée de l'extérieur, n'est que le lien commun des leçons de morale de l'école et des discours électoraux : si vous lisez la presse officielle, vous pouvez apprécier à leur juste valeur des affirmations comme celle-ci : un pas vers les libertés communales, la liberté de l'emprunt revient ; vous pouvez aussi y être assurés du respect des libertés fondamentales ; le Français est un homme libre, conscient et adulte...

Reprenons le « Larousse » :

Droit de manifester sa pensée par l'impression : Maspéro condamné pour avoir publié la revue « Tricontinental » ;

Droit de se réunir avec qui l'on veut : Geismar condamné pour un discours, sur l'écoute d'une bande magnétique...

Interventions et arrestations des militants gauchistes sans même une preuve ; condamnations de ces mêmes militants à des peines sans aucuns rapports avec les délits par des tribunaux d'exceptions, ceux-là mêmes qui ont laissé courir les plus grands assassins de l'O.A.S. : à leur tête, des généraux, des colonels, tous gens bien informés des procès disciplinaires.

Or, cette liberté dont on fait grand cas dans les milieux officiels, est celle qui n'intervient pas lorsqu'un enfant de 18 ans, exploité par son patron, se suicide parce que celui-ci n'aime pas les cheveux longs ; la justice est celle que décrit un ancien grand patron de la police, Ange Antonio, dans son livre « Le temps des policiers » : « Je prétends tout de même que certains services, à force d'abus et de combinaisons, sont malgré eux les instruments d'intérêts politiques ou particuliers camouflés en intérêts d'Etat. Je ne crains pas de dire que la police publique est devenue peu à peu une police privée. A quoi servirait la suppression des polices parallèles si, par des missions obliques, les services officiels exerçaient leurs mandats occultes parallèlement au droit et à la justice ?... L'Etat a tous les droits (?), certes, sauf celui d'agir contre le droit ».

Or c'est bien du droit qu'il s'agit, et ce droit (voir article) n'est que l'émanation des gouvernants. Alors nous tournons en rond et les Français se désintéressent de tout ce qui touche de loin ou de près au droit, à la justice, etc.

Et encore la liberté juridique n'est rien malgré toutes les entorses journalières que lui fait subir le gouvernement ; il y a la liberté individuelle de chacun que le « Larousse » définit comme suit : « Droit que l'homme possède par nature d'agir sans contraintes extérieures ». Celle-là n'est pas plus à la fête que la précédente : l'aliénation des travailleurs est totale : consommation par matraquage publicitaire (voir précédent éditorial), travail en miettes où l'ouvrier n'est qu'un chaînon, qu'un rouage de la machine à le domestiquer, à l'asservir, éducation qui inculque, le plus souvent à coup de pied dans les fesses, les bons principes de la morale : la liberté s'arrête où commence celle du voisin alors que la vérité voudrait qu'on dise : la liberté s'arrête quand l'Etat le décide arbitrairement, grands ensembles d'habitation où la loi du silence et de l'incognito règne en maîtresse incontestée.

Tout cela conduit à remplacer la notion de liberté vécue par celle de l'égoïsme sans partage, par celle du « je suis bien chez moi, laisse-moi tranquille ». La nouvelle définition de la liberté est la suivante : le droit de pouvoir faire ce qu'on veut dans les limites restreintes de la famille, des meubles et de la télévision.

Il est impossible de faire se rencontrer des gens qui, par les panneaux publicitaires, par la télévision sont intoxiqués, des gens qui ne peuvent entrevoir la liberté qu'à l'échelon de leur personne.

La liberté est à redéfinir mais aussi à redécouvrir, en en faisant le pilier de l'éducation, en détruisant toutes les fausses conceptions étatiques qui traînent un peu partout, en permettant à ceux qui le veulent de redécouvrir la vie collective avec sa liberté mais aussi ses contraintes, en faisant prendre conscience au plus grand nombre que seul peut définir le droit et les libertés corollaires l'ensemble de la population qui l'élabore et l'accepte en connaissance de cause.

Sinon, il ne nous restera que la liberté de travailler comme des bêtes pour enrichir le patronat.

LA RÉPRESSION CONTINUE...

Et nous ne voyons pas d'ailleurs pourquoi elle s'arrêterait dans l'état actuel des choses.

Que des chefaillons prétendûment révolutionnaires soient condamnés, pour « appels au crime ou à la violence », ne nous émeut guère, car cette manie de se transformer en idole mystique à la Guevarra ou à la Castro, avec déploiement de posters à leur effigie, ne conduira certes pas « la majorité silencieuse » à prendre conscience de sa situation d'exploitée. Il est assez probable que ces boutes-feux marxisants, s'ils avaient l'occasion de trouver le pouvoir au bout de leur fusil, seraient à leur tour les procureurs généraux de quelques tribunaux « révolutionnaires », car ces braves gens condamnent un régime, mais pas obligatoirement les méthodes (les acteurs de « l'épuration » stalinienne n'étaient-ils pas pour la plupart d'anciens nazis reconvertis ?).

Cependant nous constatons, et ce malgré l'échec de « l'été chaud », que le pouvoir sanctionne sévèrement, par des peines sans commune mesure avec les méfaits qui sont reprochés.

Peut-être voudrait-on donner aux maoïstes une importance un tantinet exagérée, de façon à cacher à l'opinion les vrais problèmes de l'actualité ?

Nous pouvons constater, et en haut lieu on le confesse, que le banditisme et le truandage sont en recrudescence, cependant que la sécurité des citoyens est beaucoup moins protégée.

Est-ce à dire qu'il est plus facile ou beaucoup moins dangereux de chasser le révolutionnaire que la gouape ?

Quoi qu'il en soit, il est certain que c'est la liberté d'opinion qui est en péril et que nous n'avons plus rien à envier aux procédés des nations autoritaires.

Il s'agit de s'en convaincre d'abord et d'agir en conséquence ensuite.

VERS LE REGROUPEMENT ANARCHISTE ?

voir page 4

POLLUTION

Notre planète est à ce point en décrépitude, qu'il est très difficile de déterminer quelle nuisance est plus néfaste pour la conservation humaine.

Comme, d'autre part, dans ce journal, nous dénonçons celle qui nous est le plus insupportable : la conception actuelle et autoritaire de la société capitaliste, nous en aborderons une qui sert de gagne-pain à un fort contingent de journaleux dont l'imagination s'est tarie et qui semblent découvrir ce que nombre de savants ont depuis longtemps dénoncé par la plume de journalistes consciencieux, la pollution.

En 1960, « Le Progrès de Lyon » donnait le résultat d'une enquête qui laissait apparaître que, sur Paris, l'atmosphère était chargée de 37 tonnes de poussières par jour, 10.000 m³ de gaz sulfureux et 10 tonnes d'acide sulfurique entre autres agréables aliments.

Dix ans que ce constat fut tiré ; la situation s'est encore aggravée.

Alors à quoi peut servir cette surveillance officielle s'il n'en n'est tiré aucun remède. Il y a de l'homicide par négligence dans l'air, sans jeu de mot. Le refus de prévoir les conséquences est bien remarquable dans la façon de gérer des gouvernants, même dans le cas actuel où ces grands esprits seront eux-mêmes les victimes de cette façon de vivre.

Axée actuellement sur les grandes agglomérations verticales où la densité des indigènes est insensée, la pollution atmosphérique tend peu à peu à s'étendre sur la totalité de la planète, y compris les océans où pourtant les sources de nuisances sont localement absentes. Cette accumulation de poussières risquant, d'après certaines sources scientifiques valables, d'entraîner à court terme un refroidissement de la planète, la rendant tôt ou tard inhabitable. Il est bien certain que, d'autre part, l'absorption journalière de cet air vicié, par tous les êtres vivants, ne tardera pas à se répercuter sur la santé de ceux-ci, même si une certaine accoutumance pouvait laisser croire qu'il n'en est rien.

La raison de tout cela, entre autres, la combustion des carburants.

Tributaires d'une orientation dirigée essentiellement dans un but lucratif, les transports sont l'un des agents prépondérants de cette intoxication collective.

Alors que la société se proclame société de rapidité de par ses buts, elle se détermine comme société de précipitation de par ses moyens, ce qui engendre fatalement le processus suivant : agglomérée en un temps très court dans un espace très limité et centralisé, la majeure partie des moyens de transports engendre des embouteillages, source non seulement d'énervement, mais aussi et surtout de pollution.

Il s'avère que l'accumulation des effets de combustion provoqués par les véhicules bloqués dans un espace restreint, est d'autant plus néfaste que cette combustion n'est génératrice d'aucun facteur efficient, sinon celui d'être immédiatement en mesure d'avancer de quelques mètres.

Par conséquent, la production de gaz toxiques due en fait à une désorganisation pagailleuse de la circulaire s'accumule journellement.

La logique souhaitable aurait été que l'on s'oriente à la fois vers des recherches de non pollution (étude de moteurs électriques par exemple) et de répartition plus fluide de la circulation automobile (transports en commun plus logiques et rationnels et étalement des sorties des travailleurs, entre autres).

Sur le plan aéronautique, le même illogisme peut être constaté actuellement ; le Concorde, facteur de prestige, mettra 2 h 30 pour aller de Paris à New York, mais devra tourner pendant 3 heures au-dessus de l'aérodrome de cette dernière ville avant de pouvoir atterrir. De cette stupidité matérielle découlera une accumulation quotidienne de produits toxiques que la nature n'est plus en mesure de résorber.

En ce qui concerne le problème de l'eau, qui actuellement semble beaucoup préoccuper certains corps institués, il s'agit là non seulement de négligence et d'impuissance, mais d'une volonté délibérée de protéger leurs intérêts, même si cela nuit à autrui. N'est-ce pas le symbole du non-respect de l'individu, alors que certaine loi du code civil datant de Napoléon (et pourtant), soit en 1804, interdit à tout propriétaire de laisser les eaux pluviales tombant sur les toits de son habitation s'écouler sur le domaine de son voisin. Il ne s'agissait pourtant que du respect de la propriété d'autrui. Quel progrès !

Alors qu'il est matériellement possible de remédier au déversement de produits toxiques de par l'évolution des techniques, mais encore faudrait-il que l'on daigne vouloir se pencher sur le problème et s'y pencher objectivement en rejetant toute dépendance envers le profit personnel matériel immédiat. Car il suffit de consulter la feuille

(Lire la suite en 3e page)

QUAND UN HOMME GRAND TRÉPASSE

de Dunkerque à Tamanrasset... et de Pékin au Caire

C'est sans doute à titre posthume que la réalisation des utopiques souhaits de de Gaulle se trouvent matérialisés : provoquer un énorme rassemblement plébiscitaire autour de son nom... et ce ne fut pas l'effet de sa volonté propre.

Il semble toutefois que ce grouillement humain, assez ressemblant de par son ampleur à celui qui se produisit lors des obsèques de Nasser, ne soit pas cette fois l'émanation du peuple, mais plutôt, en partie tout au moins, celle de la maffia bourgeoise grande et petite, bénéficiant de certains avantages issus du régime. Ajoutons à ceux-ci les nostalgiques des « heures glorieuses de la Résistance », les roitelets des continents réunis, et nous avons la plus belle brochette d'hypocrites qui soit.

Qui nous fera croire que tous ces politicards, trop enclins à chanter « V'la l'général qui trépasse... », puissent éprouver du chagrin qu'un peu de pudeur eut pu rendre vraisemblable ?

Une débauche de manifestations, pour le moins déplacées, à mi-chemin entre la « révolution culturelle » du camarade Mao et le carnaval brésilien, auxquelles participèrent nombre de sommités qui se prétendaient ennemis jurés (selon l'époque) d'un homme qui devait sa gloire autant à la bêtise humaine qu'au mépris qu'il manifestait pour ceux qu'il appelait « les veaux ».

Ajoutons à cela les traditionnels télégrammes de condoléances de certains autres, par exemple celui des Chinois, se définissant de ce fait moins maoistes que leurs adeptes français (à moins de Geismar ait également fait parvenir le sien).

Tout cela n'est que pommade de larbins et tartuffes soignant leur publicité. De Gaulle l'avait si bien prévu avec son orgueil démesuré qu'il leur refusa l'approche de son cercueil.

Et aussi bravo pour tous ces puristes plus gaullistes que leur dieu, hurlant contre les dictatures, mais qui se permettent d'empêcher la diffusion du « Canard Enchaîné » et de « Minute », en particulier dans la région d'Aix-en-Provence, tout simplement parce que ceux-ci n'ont pas voulu se prêter à l'écœurante comédie des autres publications qui, de « L'Humanité » en passant par « Le Monde » ont oublié en une journée ce qu'ils ont écrit pendant vingt ans.

Un potentat est mort, après Salazar et Nasser. Nous espérons que cette liste ne s'arrêtera pas là, afin de permettre encore de belles démonstrations de chagrin. Mais en espérant que les radios et télévisions ne nous forceront pas, comme cette fois, à subir, 24 heures sur 24, l'apologie d'un être qui n'intéresse pas forcément tout le monde, quoi qu'ils aient voulu laisser le supposer.

Cela aussi c'est la LIBERTE.

LA REFONTE MUNICIPALE

(Suite de la 1re page)

On nous dira que l'Assemblée municipale est celle qui émane le plus directement de la population, celle qui en est l'expression la plus proche, qui, par la nature de sa fonction, demeure le plus près d'elle. La représentation municipale ne serait donc pas politisée comme toutes celles pour la désignation desquelles l'électeur est périodiquement sollicité. Avec un peu de bonne volonté et beaucoup de démagogie, les mêmes concluront que l'existence des municipalités est l'expression dans la gestion de la chose publique d'un authentique fédéralisme, la commune ayant (théoriquement, dirons-nous) des prérogatives se traduisant par une autonomie effective dans la décision pour ce qui touche à ses affaires. De plus, étant en contact quotidien avec la population qui l'a élue, la municipalité — rurale notamment — connaît bien les désidératas de ses mandants.

Nous contestons tout ce fatras mensongé. Il est totalement inexact que la commune actuelle dispose d'une autonomie correspondant à ce que la loi pourrait sembler lui accorder. La commune, LA COMMUNE LIBRE, celle que nous préconisons, n'a absolument rien à voir avec la fille soumise, que nous rejetons, qui est celle de la légalité républicaine. Il ne peut y avoir de liberté à l'échelon communal que si la commune a pris part aux décisions dont découlent la répartition et la distribution de la richesse sociale. L'institution municipale, emprisonnée qu'elle est dans le réseau des autorités diverses qui lui sont administrativement supérieures, n'a aucun pouvoir de décision quant au fond, mais ne peut agir que dans le cadre des lois existantes, lesquelles émanent du pouvoir politique (chefs d'Etat et parlements) et lui sont imposées par l'exécutif (gouvernement). Si sous la pression de ses mandants la municipalité avait des vélléités d'indépendance trop poussée, se manifestant par la mise en commun (entre ses habitants) de son patrimoine, l'intervention de toutes les polices mobilisées par le ministère de l'Intérieur (et même celle de l'armée si celles-ci n'y suffisaient pas) lui rappellerait rapidement et non moins fermement quel est son rôle — rôle d'exécutant du pouvoir central — qu'elle n'a le droit ni d'élargir ni de discuter. Les socialistes, communistes et autres qui s'accommodent de la fonction de conseiller municipal, ou de celle de maire, n'ignorent pas cette vérité. Et quoi qu'ils en disent, ils ne sont que les domestiques de la bourgeoisie qu'ils prétendent combattre. Nous ne marchons pas dans une telle combinaison. L'administration communale prendra toute sa signification lorsqu'il aura été mis fin à l'exploitation d'une partie de la population par l'autre, lorsque, la révolution sociale ayant fait son œuvre, l'exploitation patronale et les contraintes de l'Etat auront disparu. Il ne suffira pas pour cela qu'un pouvoir politique (parlement, gouvernement, etc.), même « ouvrier », succède à un autre car c'est la gestion directe de la commune par elle-même, toute exploitation patronale cessant, qui sera avec la gestion des entreprises par les travailleurs le point de départ de la Libre Fédération des Communes et des Peuples.

Alors seulement il pourra être parlé de gestion communale, de liberté communale et d'autogestion. La commune libre devenue enfin une réalité trouvera son prolongement dans les groupes intercommunaux et dans la fédération des communes libres. Mais avant que d'aussi belles perspectives puissent être entrevues, il faudra que les travailleurs, renonçant à légitimer le pouvoir politique, quelle qu'en soit la couleur, passent à un autre genre d'exercice que celui qui consiste à aller voter, le suffrage universel ne faisant égaux tous les citoyens qu'au moment précis où ils déposent leur bulletin dans l'urne — ce qui représente vraiment peu de chose dans la durée d'une existence...

L'éclosion d'une véritable liberté communale — pierre angulaire du fédéralisme anarchiste — passe par le même chemin que celle de la liberté des hommes : l'appropriation par les travailleurs, par le peuple des moyens de production, de répartition, de distribution et d'échange, et cela par des méthodes différentes de celles qui nous sont offertes par les conventions collectives, les « contrats de progrès » et autres balivernes de la même encre.

Autant dire que l'action révolutionnaire et transformatrice, seule valable, se situe aux antipodes de toute refonte d'une quelconque loi communale ou d'un « rajeunissement » de l'Etat.

LE LIBERTAIRE.

A PROPOS DU PROCÈS DE BURGOS

L'émotion suscitée en Espagne par le procès intenté aux autonomistes basques et l'agitation qui en découle nous prouvent qu'une partie de la population espagnole n'a rien perdu de sa combativité et que de grands espoirs révolutionnaires demeurent fondés dans la péninsule ibérique. Quel que soit le verdict prononcé, la preuve est faite que le franquisme est ébranlé.

Pour ce qui est des accusés, notre sympathie va toujours vers les victimes des tribunaux militaires, même s'ils ne sont pas des nôtres.

QUAND le PAPE FROLE la MORT de PRÈS

Il est arrivé au général de Gaulle d'échapper à des attentats. On se souvient notamment que des coups de mitraillette avaient été tirés sur une voiture dans laquelle il se trouvait sans qu'il en fût atteint. Sans doute son heure n'avait-elle pas sonné, son âme n'était pas encore rappelée par le Créateur. De mauvaises langues ont alors trouvé bizarre qu'un attentat ait eu une issue aussi floue. Et d'aller jusqu'à insinuer qu'il y avait dans tout cela quelque chose d'assez troublant et surtout de peu convaincant en ce qui concernait la réalité d'une tentative d'assassinat.

Ces temps derniers, c'est le pape Paul VI qui à son tour aurait miraculeusement échappé à la mort malgré l'attentat dont il aurait été victime au cours de son voyage en Extrême-Orient. On peut se demander si le fait qu'il en soit sorti indemne est la conséquence d'une protection divine due à sa fonction de grand vicaire du Christ, ou si plutôt l'attentat « manqué » n'est pas plus près là encore du scénario que de la tentative d'assassinat. Quoi qu'il en soit, la chrétienté sortira d'une telle épreuve fortement rassérénée, réconfortée. Paul VI, ayant la vie sauve, a pu accomplir son importante mission qui consistait surtout à donner sa bénédiction aux fidèles venus l'admirer au passage. Tout cela ne fera pas revenir à la vie les victimes du séisme qui a motivé le voyage de ce grand pélerin. Quant au peuple d'Extrême-Orient qui vit dans la misère la plus noire, quant aux Vietnamiens et à tous ceux de cette région qui se dressent pour se libérer de l'agression étrangère et des dictatures de toutes couleurs, qu'ils soient rassurés, ces vaillants, le Très Saint-Père, ambassadeur de la chrétienté occidentale et messager d'un capitalisme qui a bonne conscience, est venu prêcher la paix à leur porte.

Quand on vous le dit que l'Eglise est toujours aux côtés des pauvres... Cette hypocrisie des religions constituées, nous y sommes habitués, mais ce cynisme consistant à utiliser les catastrophes à des fins de propagande a quelque chose de scandaleux. C'est là ce que la presse, dans son concert de lamentations, oublie de souligner. Que deviendrait l'Eglise si les inégalités sociales, si les injustices n'étaient plus là pour motiver ce qu'il est convenu d'appeler son grand intérêt et son soutien pour les faibles, car c'est le malheur des hommes qui fait sa force. Sans la pauvreté, sans la misère, comment pourrait-elle encore se livrer à d'aussi sinistres comédies ?

LECTEURS, MILITANTS, SYMPATHISANTS !

CE JOURNAL EST LE VOTRE. SI VOUS EN APPRECIEZ LE CONTENU, SI VOUS ESTIMEZ QU'IL FAIT ŒUVRE UTILE, ET SI VOUS VOULEZ QU'IL VIVE :

AIDEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE ! SOUSCRIVEZ !

ABONNEZ-VOUS ! FAITES DES ABONNES !

« LE LIBERTAIRE » N'A POUR TOUTES RESSOURCES QUE L'ABONNEMENT ET LA SOUSCRIPTION — ET C'EST POUR CELA QU'IL EST LIBRE.

TOUS A LA TACHE POUR QU'IL AIT UNE PARUTION REGULIERE

L'UNION FEDERALE ANARCHISTE.

LE QUEBEC

Il a fallu l'exécution d'un ministre pour que la presse dite libre nous informe qu'il se passe quelque chose de pas ordinaire dans un état normalement « développé » et que l'on prétend libéral.

Comment expliquer au petit lecteur du « Parisien Libéré » le pourquoi de ce banal accident du travail.

Le Canada n'est pas recensé parmi les pays sous-développés, c'est-à-dire enclin à une révolte du sous-prolétariat. Ce n'est pas non plus un état latino-américain, enclin aux pronunciamientos.

Comme il ne semble pas s'agir encore de révolution, ces journaux en sont réduits à parler de coups de mains de terroristes. C'est si facile.

Pourtant, il semble qu'il y ait un malaise latent dont on s'est efforcé partout de cacher les causes.

Pour que des mesures aussi radicales, que l'exécution d'un individu, soient employées comme moyen de lutte, cela suppose une exaspération intense de la minorité révolutionnaire qui les a utilisées, c'est-à-dire le F. L. Q.

Le Front de Libération du Québec aurait été constitué en 1963, avec un idéal plus anti-colonialiste que réellement révolutionnaire, avec pour ligne d'action le sabotage.

Démantelé à plusieurs reprises il aurait adopté finalement un objectif beaucoup plus réaliste, dans lequel se trouve une tendance à la construction d'une société égalitaire passant par un schéma de lutte ressemblant étrangement à la tactique maoïste, sans perdre de vue l'atavisme nationaliste engendré à la fois par la colonisation culturelle française et linguistique anglaise.

Quant à la colonisation financière, elle est essentiellement américaine fortement soutenue par la toute puissante église catholique, maîtresse hier encore de l'enseignement (et l'on sait ce que cela donne). Aussi s'est-il créé une sorte de racisme que les partis politiques exploitent au maximum, surtout que ceux-ci se contentent d'une maigre participation électorale (Drapeau, le maire de Montréal, est fier de ses 92 % de suffrages, seulement il n'y avait pas la moitié des électeurs inscrits qui s'étaient déplacés).

Numériquement assez faible en apparence, le F.L.Q. a cependant flanqué la panique au gouvernement pseudo-fédéraliste qui dut faire appel à l'armée sans pour autant arriver à ses fins, ce qui semblerait dénoter une certaine structure organisationnelle.

Cependant il est à redouter qu'à vouloir aller trop vite en besogne, il néglige un peu trop le côté éducatif indispensable à toute réalisation révolutionnaire conséquente.

L'esprit de PARTI ou le doctrinarisme obtus

Nous ne sommes pas un parti et nous ne voulons pas en être un ; mais alors, dirons certains, à quoi sert tout ce travail ?

A quoi ? A rassembler les personnes qui ont la même idée politique sans pour cela avoir recours aux méthodes partisanes qui imposent du haut comité central les directives que doit appliquer la base ; et pourtant, c'est cette dernière qui fait la force du parti et de ses représentants nationaux ; sans elle, pas de force, pas de parti ! Cela repose encore sur une conception pessimiste de l'homme incapable de se gouverner lui-même. Nous voulons éviter ces erreurs ; pas de sectarisme obtus ; nous ne voulons pas de ces gens qui n'aiment pas la vérité, mais qui n'aiment que la négation de l'erreur.

Les joutes oratoires entre partis cherchant à donner à leurs adhérents une image idéale de la société qu'ils veulent et s'empressant, une fois du côté des élus, d'oublier ; ces batailles stériles ne sont pas notre lot !

Chacun a le droit, le devoir, de mettre sur pied l'organisation matérielle des idées que nous avons adoptées : à chacun sa tâche, et non à chacun sa directive ! ! !

BRASSENS et les Anarchistes

Dans « France-Soir » on a pu lire il y a quelques mois, suite à la critique d'un livre sur Georges Brassens, un articulet faisant état du passage de ce dernier au « Libertaire » en 1947 après le Congrès de Dijon. L'auteur de cet article a cru faire de l'esprit en nous apprenant que Georges aurait été licencié pour excès de rigueur dans la correction des articles à lui remis avant publication (il exerçait la fonction de Secrétaire de Rédaction).

C'est bien mal connaître le père de « La Mauvaise Herbe » que de lui attribuer le comportement de celui qui, lorsque les choses ne lui plaisent, n'est pas assez déterminé pour y mettre fin lui-même.

Ce n'est pas le premier canard qui ait été lancé au sujet de Brassens, et comme il se trouve que ce dernier vint au « Libertaire » (et donc parmi les Arnachistes) au moment où certains de ceux qui sont aujourd'hui autour de ce journal s'en occupaient alors, il nous paraît utile de rappeler quelques faits susceptibles d'éclairer ceux que cela intéresse.

⁂

C'est en 1946-1947 que le « Libertaire », organe de la Fédération Anarchiste (première manière), commença à être hebdomadaire et diffusé par les N.M.P.P. — il tirait alors à 100.000. Il avait des rédacteurs assidus mais aussi des collaborateurs occasionnels. Il lui arrivait même dans ses colonnes de faire des appels de copies.

Un jour donc au courrier, entre autres articles, nous en trouvâmes un non signé, remarquablement bien écrit, traitant avec un humour féroce des variations de comportement propres à un policier conscient de la dignité de sa fonction.

Il s'agissait d'un gardien de la paix qui avait su faire en 1936 du bon travail de mise au pas des grévistes trop entêtés à vouloir occuper les usines. Ce même policier, toujours à la hauteur de sa tâche, sut au moment de la déclaration de guerre de 1939 faire la chasse aux insoumis, de même qu'il avait su la faire aux réfugiés espagnols vaincus qui étaient venus en France sur une terre qu'ils croyaient être celle de la liberté.

Vînt la défaite militaire de la France et l'intronisation du Maréchal Pétain. Notre homme, toujours avec le même zèle, sut se mettre au service de l'Etat Français du modèle hitlérien comme il l'avait fait pour la République. Et constant dans l'accomplissement de sa tâche, il sut ne pas reculer devant le ramassage des Juifs ordonné par Hitler, qu'il s'agît des hommes, des femmes ou des enfants. Puis vînt enfin la défaite militaire de l'Allemagne, le pouvoir du Général de Gaulle et l'instauration de la IVe République que notre homme, l'éternel flic, sut servir avec le même empressement, toujours pour le plus grand malheur des justiciables que nous sommes tous.

Il y avait dans cet article un portrait du policier type et un style qui avec beaucoup d'esprit mettait si bien en lumière la bassesse d'une telle fonction que certains d'entre nous, bien qu'enthousiasmés se demandaient, du fait que nous n'avions ni le nom ni l'adresse de l'auteur, s'il n'y avait pas là une manœuvre de la Préfecture de Police tendant à nous faire publier des écrits destinés à motiver des poursuites contre le journal. Passant outre, nous décidâmes de le publier, ce qui fût fait.

Le lendemain de la mise en vente du journal nous vîmes venir au bureau de celui-ci un gaillard tout souriant et étonné, que nous n'avions jamais vu. C'était Brassens. Celui-ci ayant acheté le « Libertaire » dans un kiosque avait vu son article publié, et c'est là ce qui le fît venir nous voir. Il ne pensait pas que quelqu'un pût publier un papier semblable car s'il exprimait bien ses sentiments personnels il était bien trop incisif pour que, pensait-il, un journal se risquât à le publier. Telle fût l'entrée en matière entre Brassens et les Anarchistes, qui pour lui étaient décidément des gens qui n'avaient pas peur du risque.

C'est à la suite de ce premier contact que Georges Brassens voulut bien nous fournir assez souvent des articles qui ne démentirent jamais la richesse de sa plume. Et un beau jour il fut désigné comme Secrétaire de Rédaction. Mais vint un moment où il décida de cesser toute collaboration.

Après ce passage au cœur même du mouvement anarchiste il conserva toujours des relations dans nos milieux. Il nous souvient de l'époque qui fût pour lui celle des vaches maigres. Ne voulant pas se plier à des besognes qui le rebutaient il sut endurer tout ce que comporte l'absence d'une subsistance assurée.

Il n'était pas exceptionnel pour lui de venir à pied de l'impasse Florimond (14e) jusqu'au centre de Paris, faute de pouvoir s'offrir le luxe d'un billet de métro. C'est au cours de cette période qu'il entra en contact avec Jacques Grelot (qu'à ce moment là nous rencontrions souvent), qui lui prêta sa guitare, avec laquelle il s'accompagnait lorsqu'il connut ses premiers succès (notamment chez Patachou).

⁂

Tout cela appartient à un passé déjà assez lointain mais ne saurait pour nous tomber dans le domaine de l'oubli. Nous applaudissons à la réussite de Brassens, nous apprécions un grand nombre de ses chansons, surtout celles de sa période de lancement, et nous regrettons même qu'il se croie obligé, après une telle réussite, de sortir des chansons qui ne sont pas à l'image que l'on veut garder de leur auteur même si elles constituent des succès commerciaux.

Et ce que nous tenons à souligner par dessus tout, car le cas est rare, c'est que Georges malgré la promiscuité due à son métier, malgré les succès monstres qu'il a connus et la place méritée qu'il s'est faite dans la chanson, est resté toujours le même (il n'est pas rare qu'il ait prêté son concours gracieusement dans des galas anarchistes). Il n'a jamais été gagné par le cabotinisme, c'est là le propre d'une personnalité comme on en voit peu dans son milieu professionnel. Peut-être le hasard voudra-t-il que ces lignes lui tombent sous les yeux, ce qui lui permettra de vérifier que la faculté d'oubli, si elle est fréquente, n'est pas universelle.

TCHAD

Selon les promesses du gouvernement français, nos valeureuses troupes reviennent du Tchad.

Sur les 2.000 soldats mis au service du tyranneau Tombalbaye, 15 sont rentrés chez eux entre janvier et août 1970, 12 le 20 septembre, 11 le 11 octobre... Certains esprits chagrins objecteront que le retour de ces jeunes gens âgés de 18 à 26 ans s'est effectué les pieds devant, en direction de leur caveau familial.

Comme consolation nous apprenons de temps en temps que 42.120 rebelles, pardon des bandits de grands chemins, ont été tués. Pas un mot sur les civils assassinés, sur les bandes de mercenaires gouvernementaux qui rançonnent la population, sur tout ce gouvernement féodal de Tombalbaye.

Dans l'optique de la nouvelle société de Chaban-Delmas, si les U.S.A. ont leur docteur Duvallier à Haïti, pourquoi n'aurions-nous pas notre Tombalbaye au Tchad ?

Réforme et refonte du service national

L'Assemblée nationale va débattre du projet de réforme du service national ; quelle que soit l'issue de ce débat, nous pouvons déjà voir ce qui se cache derrière de telles propositions.

La grande nouveauté, c'est la suppression du sursis pour les étudiants : car ceux-ci ne peuvent par terminer leurs études avant 21 ans ; il manque des élèves dans les centres d'apprentissage : voilà le moyen de les remplir à peu de frais !

Quant à l'égalité de tous devant ce nouveau service, elle reste dans les papiers de M. Debré : ne pourront poursuivre normalement leurs études que les réformés et les futurs médecins : c'est-à-dire qu'il n'y aura que les fils à papa, car ce ne sont pas les ouvriers qui peuvent payer des études de médecine à leurs enfants ; ils ne peuvent pas non plus avoir de rapports avec les autorités militaires pour faire dispenser leurs enfants ; alors ? C'est la promotion des handicapés et des pistonnés : il n'y a aura plus de manifestations étudiantes dans les facultés, Monsieur le Ministre !

D'autre part, le projet fait entendre que le fait d'avoir accompli son service fait de soi un homme à part entière qui a le droit de voter ; peu nous importe, mais ce qui est plus grave, c'est que ces jeunes gens sortiront de douze mois d'embrigadement sans aucune lecture autre que les journaux d'extrême droite (« La Nation », etc.) ; de jolis électeurs en perspective !

Et puis le ministre a parlé de tradition, de défense du pays, de la patrie ; je ne crois pas que la France soit notre pays ; il est celui des gouvernants, celui des possédants ; et s'il faut défendre quelque chose, ce sont bien les intérêts de la clique au pouvoir ; quand les individus seront sociétaires de la nation, qu'ils dirigeront leurs propres affaires, là ils pourront parler de défense de leur pays ! Pour l'instant, ce n'est pas leur pays.

En raison de son développement,

L'UNION FÉDÉRALE ANARCHISTE

organise une rencontre

LE DIMANCHE 17 JANVIER 1971

de 9 h. très précises à 12 h. et de 14 à 17 h.

A cette rencontre prendront part les groupes existants ou en formation, de quelques régions qu'ils soient.

Les individualités interessées par le travail et le développement de l'U.F.A. y sont cordialement invitées.

Pour tous renseignements concernant le lieu et l'ordre du jour, ils voudront bien écrire au LIBERTAIRE.

La mort civile au Gabon

« La stabilité politique semble assurée au Gabon après la tentative de coup d'état de février 1964, réprimée avec l'aide des troupes françaises.

Le Code pénal gabonais s'est enrichi d'une peine supplémentaire, la « mort civile » : le coupable est détenu en lieu secret, privé de tous ses droits, porté décédé sur les registres de l'état civil et sa succession est déclarée ouverte...

Le président gabonais est venu récemment à Paris comme invité officiel. Il y a été fêté. Pendant les réjouissances des hommes pourissaient dans la « nuit et le brouillard » des prisons du Gabon. »

Nous ne pouvons que nous associer à l'indignation et à l'écœurement de G.-A. Dasssonville, auteur du pamphlet « Le Brûlot », qui caractérise en ces termes l'empressement mis par les autorités politico-judiciaires du Gabon à assurer « l'ordre » et à légaliser l'assassinat pur et simple des personnes à la fois gênantes et trop voyantes pour être massivement exécutées.

Nous éprouvons le même écœurement à la pensée qu'en France les procès gauchistes conduisent, à une échelle moindre, aux mêmes conclusions : les trois militants de la gauche prolétarienne ont été condamnés par un tribunal (?) français à la perte de leurs droits civils et familiaux. Nous faisons aisément le rapprochement et pouvons constater que la France républicaine et démocratique a si bien éduqué ses colonies que celles-ci lui servent aujourd'hui d'exemple ; l'élève a dépassé le maître mais, sans doute, ce dernier aura bientôt à cœur de ne pas s'en laisser conter.

L'ÉDUCATION

VUE PAR LES ANARCHISTES

Deux courants se sont toujours affrontés dans le domaine de l'éducation (à dissocier de l'enseignement) : le courant autoritaire type ancien régime ou jésuites, et le courant libertaire type Ecole de Hambourg, dans lequel on a voulu voir le renouveau pédagogique et qui s'est soldé par un échec retentissant.

Le courant autoritaire, qui sévit de nos jours dans la plupart des cas, se fonde sur une méfiance vis-à-vis des enfants ; ceux-ci, niés comme personne humaine, ne doivent que copier servilement les actes que leur montrent les adultes chargés de leur « éducation » (parents ou éducateurs professionnels) ; la copie bête est élevée au rang de principe quasi-divin et toute entorse au règlement des adultes est punie le plus sévèrement possible : il s'agit de faire des moutons et l'ensemble de la population s'y entend, n'ayant vécu que des types de rapports enseigné-enseignant, du genre instructeur de l'armée, quand ce n'était pas le genre adjudant de carrière.

Ce genre de rapports unilatéraux, l'Ecole de Hambourg a voulu les supprimer et reprendre tout à la base : la liberté avant tout souci éducatif. Les enfants disposaient de leur temps comme ils le voulaient et allaient aux cours quand ils en avaient envie (ou besoin) ; au bout de quelque temps, l'école (les écoles, car il y en avait plusieurs à réaliser l'expérience) périclita et l'expérience s'éteignit faute d'expérimentés.

On peut se demander pourquoi, et s'il ne faut pas revenir à la pédagogie dite autoritaire.

Pourquoi cet échec ? Nous pensons que la raison en est simple : la liberté comme le reste s'apprend et doit avoir un prix (non pas une liberté monnayable, mais une liberté du travail) ; les enfants non préparés ne peuvent passer d'un système autoritaire à un système complètement libre sans éprouver le besoin de se prouver leur liberté nouvelle.

Nous pensons que ce passage brusque ne vaut rien et qu'il ne prouve rien. On ne peut pas recevoir la liberté d'un supérieur hiérarchique (et les professeurs en étaient), on la conquiert par un travail (non pas la promotion sociale actuelle qui vise à diviser ceux qui travaillent). Or, des enfants habitués à la docilité la plus complète n'éprouveront qu'une liberté docile (on l'a retrouvé en 1968 quand les lycéens ont entrepris de reconquérir certains de leurs droits), qu'une liberté de salon.

Si nous prenons les enfants dès leur naissance, nous constatons que ceux-ci sont entièrement dépendants de leur mère et que, au fur et à mesure qu'ils avancent en âge, ils deviennent plus indépendants : c'est alors que peut commencer une éducation réelle ; pour cela, il n'est pas question de les laisser aller tout seuls. Ils doivent apprendre la contrainte, car celle-ci se retrouve à tous les étages de la vie à partir du moment où l'on vit en société.

Donc, apprendre la contrainte : mais celle-ci ne doit pas rester le leit-motiv des éducateurs. Il leur faut l'expérience de la liberté en même temps. Le problème est de savoir faire comprendre le lien qui unit liberté individuelle et liberté dans une collectivité. La liberté se conquiert méthodiquement et c'est aux enseignants des plus petites classes de faire en sorte que tous les petits aient la possibilité de se découvrir et de découvrir que leur personne reste toujours avec d'autres personnes similaires ou défférentes, et ce à tout moment ; le travail des parents et des éducateurs est de permettre aux enfants de découvrir leur corps (premier temps) pour eux et puis par rapport aux autres, de découvrir leurs possibilités manuelles, intellectuelles, artistiques, etc. (deuxième temps), de découvrir leurs possibilités de socialisation (troisième temps) : ces trois étapes correspondent aux étapes de la maturation intellectuelle.

Pour cela, il faut préconiser le travail en groupe dès la maternelle, les réalisations collectives, les travaux par deux, trois, dix. Il faut aussi donner les règles de la mini-société qu'est la classe et définir en collaboration avec les élèves le fonctionnement des institutions du groupe classe, son travail, ses buts.

L'éducation, ce n'est pas faire avaler le plus grand nombre de connaissances en un trimestre : c'est faire dominer les rapports interpersonnels et faire des élèves non des moutons mais des personnes capables de se gouverner elles-mêmes, même si ce n'est que dans une classe : ces élèves ainsi éduqués, sachant que la liberté demande plus d'efforts que la passivité dans la domination, ne referont peut-être pas les mêmes erreurs que leurs parents !

POLLUTION

(Suite de la 1re page)

« Opération Arche de Noé » (éditée par le sublime hebdomadaire « Femmes d'Aujourd'hui ») et patronnée par Guichard et Duhamel se prétendant ministres, et très bien placés pour décider ou non de l'amputation de la célèbre réserve de la Vanoise, pour constater la bonne foi de ceux qui disposent actuellement (et pour combien de temps encore) de l'environnement (mot savant inventé par les intellectuels du pouvoir en place).

Donc, cette eau sert de dépotoir à tous les résidus ménagers. Quelle est la municipalité riveraine qui n'a pas choisi ce moyen pratique de se débarrasser de ses ordures et... d'un gros problème.

Bien sûr, le plus criminel de ces déversements est celui des industriels qui ont radicalement eux aussi résolu la question à peu de frais (ces industries étant d'ailleurs et de loin les plus grandes consommatrices de ce liquide, il faudra bien un jour envisager ce problème également sous l'angle de la quantité).

Nous ferait-on croire que les services administratifs intéressés (à quoi ?) ne sont pas avertis. Il semblerait plutôt que, partout, ceux qui sont prétendument responsables de la bonne marche de notre chère société aient paré au plus pressé avec le refus de prévoir les conséquences d'une administration décousue.

Ces abus dans l'utilisation des éléments naturels, s'ils inquiètent certains chercheurs scientifiques comme Cousteau qui affirme notamment que 40 % de la flore et de la faune marines ont été détruits durant ces dernières années, et ce en grande partie de par le déversement quotidien d'hydrocarbure et dérivés ne semblent pas chagriner les ministères de santé publique de quelque pays que ce soit.

Bien sûr, il serait impensable d'attaquer de manière efficace les piliers du capitalisme que sont les industries pétrolières et leurs annexes de transport, elles sont infiniment plus puissantes à elles seules que l'Etat le mieux organisé, si toutefois il en existait un dont le mot organisation ne veuille pas dire appareil oppressif au service de quelques-uns.

Lorsque les baigneuses californiennes, ou plus simplement saint-tropéziennes, tremperont leur postérieur photogénique dans un agglomérat de mousse bitumeuse et d'algues nauséabondes (quelques « accidents » dans le genre de celui du « Torrey Canyon » ou du « Pacific Glory » auront tôt fait de rendre cette situation assez proche), peut-être verrons-nous un réflexe de défense appuyé par le concert horrifié de revues spécialisées toujours à l'affût des réactions des « grands » de ce monde.

Il est très facile actuellement de constater les conséquences d'une organisation de vie désordonnée uniquement basée sur le profit et la consommation ; c'est pourquoi chaque individu devrait être en mesure non seulement d'en prendre conscience, mais également sortir de sa passivité criminelle et envisager une autre forme de société où l'ordre ne serait pas celui imposé par certains pour assouvir leur boulimie de plaisirs et leur soif de splendeur frelatée, mais celui instauré par une majorité d'êtres autodisciplinés, capables pour eux-mêmes, mais surtout par eux-mêmes, d'utiliser la nature et ce qu'elle nous procure sans pour autant la détruire et pour cela même nous détruire à plus ou moins brève échéance.

Que ceux qui pensent encore que la société sans gouvernement serait une catastrophe, daignent réfléchir un peu ; il est difficile de faire mieux en matière de nonsens et de pagaille.

La première lutte pour sauver notre environnement est d'en chasser les nuisances que sont les technocrates politiciens ou non, dont la prétention d'organisation est si brillamment illustrée.

Bien sûr, il nous faudra de sacrées poubelles !...

Dans un prochain numéro, nous traiterons de la pollution de la terre et de ses conséquences.

Des "libérations" à la révolution

Guerres du VIET-NAM et du Moyen-Orient

Deux guerres dont il est beaucoup parlé — deux conflits « localisés » diront les stratèges — continuent de désoler deux régions, de décimer des populations : celles du Vietnam et du Moyen-Orient.

Dans les deux cas des « pourparlers de paix » se poursuivent nous dit-on : la conférence de Paris pour le Vietnam, les conversations de la mission Jarring pour le Moyen-Orient. Dans le premier cas les pourparlers n'ont jamais abouti à un cessez-le-feu, ni même positivement à un ralentissement des hostilités. Dans le deuxième cas les dirigeants jouent l'hypocrisie d'une « trève » qu'aucun des belligérants n'entend prendre au sérieux, toute accalmie n'étant pour eux qu'un moyen de reprendre du souffle, de renforcer son dispositif de guerre pour pouvoir à la première occasion frapper plus fort.

Au Vietnam deux pouvoirs locaux se disputent entre eux la maitrise du terrain : celui des fascistes de Saïgon, celui des dirigeants de Hanoï. Quant au peuple, lui, d'un côté comme de l'autre, on ne saurait dire qu'il soit effectivement consulté dans cette affaire. Toutefois et quelle que soit notre méfiance envers ceux qui animent la résistance du peuple vietnamien à l'agression étrangère dont il est victime de la part des Etats-Unis d'Amérique, un fait demeure certain : c'est effectivement le peuple qui au Vietnam repousse l'agression etrangère et met en cause l'ordre social établi par les puissances coloniales qui l'ont dominé avant la décolonisation. Nous assistons dans ce pays à une véritable levée populaire pouvant être définie comme la nation en armes. Point de discussions donc, le peuple du Vietnam du Nord est consentant pour lutter contre l'agresseur américain en même temps qu'il aspire à des transformations profondes dans les rapports économiques et sociaux. Comme toujours en pareille situation les organisations de « résistance » accouchent d'une « élite » devenue dirigeante, et aux dires de laquelle la libération du territoire et les transformations souhaitées sont liées à leur propre intronisation comme guides indispensables du peuple dans ses luttes, comme les hommes providentiels venus pour que se réalise l'édification d'un état fort dont ils sont l'incarnation. Ce phénomène n'est pas particulier au Vietnam, on a pu le voir en 1945 au moment de la défaite hitlérienne lorsque les partis communistes se sont imposés en Europe de l'Est par le biais de la victoire alliée. On a pu le voir aussi au moment où les pays d'Afrique et d'Asie ont été « libérés » des colonisateurs classiques. Au Vietnam donc on ne peut que saluer le courage, la ténacité et la valeur individuelle dont font preuve les combattants, dont le PEUPLE se montre capable. Quand on sait les énormes moyens dont dispose l'Amérique et les difficultés qu'elle trouve à faire face à la combativité de ce peuple, comment ne pas mesurer les qualités qu'il lui faut déployer pour qu'il en soit ainsi.

Mais tout cela ne saurait fausser notre jugement quant à la valeur des objectifs d'ordre économique et social vers lesquels les animateurs de la résistance vietnamienne orientent les combattants. Malgré la confusion qui caractérise les informations venues de l'intérieur du Vietnam du Nord, on peut tout de même discerner que les structures sociales qui s'y dessinent sont d'une base essentiellement étatique et autoritaire même si comme on nous l'affirme de divers côtés l'équipe au pouvoir ne fait preuve d'une subordination totale ni à la Russie post-stalinienne, ni, à la Chine maoïste. L'ampleur des combats et les souffrances présentes du peuple du Vietnam n'autorisent pas à fermer les yeux sur le traquenard perpétré à l'intention de celui-ci sous le prétexte de le libérer, par ceux qui au-dessus de lui et en son nom jouent les grands hommes et les libérateurs. Une fois la guerre étrangère terminée le corset de fer de l'état totalitaire sera toujours là et il n'est pas certain que le capitalisme classique en soit fortement bouleversé. Or ce jour-là le peuple au nom de la paix tout court aura déposé les armes, et il sera bien tard pour lui pour se débarrasser de ses oppresseurs nationaux.

Tel est le tableau pour le Vietnam.

∴

Au Moyen-Orient, malgré des particularités multiples, le fond du problème en fin de course n'est pas sensiblement différent. Nous nous trouvons en présence avec les Palestiniens d'une masse d'hommes qui par suite de l'implantation **manu-militari** d'Israël dans une partie de ce qui fut leur pays — le pays dans lequel ils avaient toujours vécu — ont préféré fuir celui-ci plutôt que de se soumettre à une autorité venue s'imposer à eux (dans notre dernier numéro nous faisions état, « le conflit israélo-arabe », des raisons invoquées pour justifier cette implantation, de même que de la situation particulière et souvent pénible faite aux Juifs dans de trop nombreux pays). La gravité du conflit israélo-arabe est avant tout le fruit de l'absence prolongée d'une solution qui aurait dû être donnée rapidement à un problème de transfert injuste et inhumain d'une population dépourvue de moyens d'améliorer elle-même sa position (la fausse solution que constitue les camps, insoutenable, ne peut durer indéfiniment et il est normal qu'elle enfante la révolte chez ceux qui la subisse).

Israël, du seul fait du déracinement de populations palestiniennes dont il est la source porte la responsabilité des déboires et des complications qu'il connaît dans le conflit et dont il n'est pas près de voir la fin. Sa guerre avec l'Egypte, il peut en sortir apparemment vainqueur mais l'Egypte et toutes les nations arabes vaincues il n'en demeurerait pas moins que le fait palestinien serait toujours là, et que la population palestinienne dessaisie de son espace vital, privée de ses foyers par l'implantation de l'état hébreux sera encore une collectivité errante, vivant (si l'on peut dire) des libéralités des uns et des autres, ce dont des âmes fortes ne sauraient s'accommoder longtemps. La population palestinienne déracinée, sans port d'attache, sans base territoriale qui lui soit propre est un défi à l'humanisme le plus élémentaire, à la raison et au bon sens. Or dans cette population beaucoup de jeunes, moins dépourvus de formation intellectuelle que leurs ainés, moins que ceux-ci subjugués par les versets lénifiants du Coran, plus libérés d'un islamisme pour le moins rétrograde. S'ajoute à ces éléments de formation une situation de délabrement et de pauvreté matérielle que ces jeunes, acculés à la lutte par une position intenable et encouragés par leurs leaders, n'ont absolument rien à perdre dans la bagarre. L'existence à laquelle les condamne le statu-quo est telle qu'ils ne sont attachés à rien si ce n'est à une action qui peut donner un sens à leur existence en alimentant leurs espoirs. Rien à perdre, tout à gagner. Telle est la situation dans laquelle ils se trouvent. Israël même s'il sort provisoirement vainqueur de cette galère ne sera pas pour autant sorti de l'auberge. La création d'une entité palestinienne est déjà dans tous les cœurs des combattants palestiniens, elle commence à s'inscrire dans les faits par la reconnaissance par la Jordanie du roi Hussein du fait palestinien-feddayin. Cet état fantôme ne peut rien contre Israël s'il est privé de l'appui des feddayin, et s'il associe trop ses forces à celles de ces derniers l'efficacité d'une telle association se retourne autant contre lui que contre ce qui est convenu d'appeler l'ennemi commun.

Il n'en demeure pas moins que présentement avec la mission Jarring le monde intéressé à ce conflit tend à y mettre fin en voulant ignorer ce qui en est la cause : les réfugiés palestiniens. Toute paix conclue dans ces conditions ne sera pas effective. Rien de valable ne sera fait qui ne comportera la libre disposition de territoires où ils pourront vivre au sens honorable du mot. Ce qui d'ailleurs ne saurait modifier beaucoup l'évolution vers un état jordano-palestinien sous une autorité autre que celle du roi Hussein.

Les affrontements qui ont eu lieu entre les feddayin et l'armée jordanienne en sont une preuve. Et le fait « réfugié palestinien » ne disparaîtrait qu'avec ces réfugiés eux-mêmes, c'est-à-dire : s'ils étaient complètement exterminés. Il faut tout de même espérer que les nations arabes comme les grandes puissances dont les intérêts sont imbriqués dans cette affaire sauront ne pas aller jusque-là, fusse par des moyens détournés (si nous raisonnons ici un peu par l'absurde (?) c'est pour que le fond de notre pensée n'échappe pas au lecteur).

Toutes ces considérations inspirées par notre souci du droit à la vie, à la liberté et au bien-être de tous les hommes, et qui nous conduisent à conclure qu'il est indispensable pour le peuple palestinien de se libérer des états qui veulent le dominer, ne sauraient cependant nous faire perdre de vue que lui aussi, pour être libre, il ne peut ignorer que sa libération n'a pas besoin d'intermédiaire, et que pour être effective elle ne peut passer par des personnalités qui auraient la prétention de s'imposer à lui, au nom de sa libération, dès que le « danger » israélien appartiendrait au domaine du passé, dès qu'une solution territoriale aurait été trouvée. Actuellement la Russie et la Chine tendent, chacune pour leur compte, de s'attirer les sympathies des Palestiniens, et pour cela elles ont un moyen facile, dont elles usent : les aider matériellement dans leur lutte. Cela ne veut pas dire pour autant que la future entité palestinienne sera pro-chinoise ou pro-russe. Qu'elle soit « pro » ce qu'elle voudra peu nous importe, dès l'instant où elle verse dans l'étatisme et la dictature comme moyen d'améliorer le sort des hommes (nous avons des exemples en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est de nations qui se sont « libérées », de colonisateurs et d'agresseurs pour accoucher d'un fascisme qui leur soit particulier et dont le contenu n'est pas meilleur que celui qu'elles avaient su vaincre). La lutte d'un peuple vaut mieux que cela.

∴

C'est ici que malgré les caractéristiques qui distinguent bien les deux conflits (celui du Vietnam et celui du Moyen-Orient) qu'une similitude apparaît, et dont l'importance pour nous est capitale : le peuple détruit tout un système d'oppression et il en laisse un autre s'instaurer, alors qu'il pourrait profiter de la situation pour construire sur son propre terrain un embryon de société nouvelle, de laquelle serait banni le règne de la bourgeoisie, du capitalisme et de l'Etat. Il manque de confiance en lui et s'en remet à des équipes d'aventuriers qui, ayant su exploiter les circonstances, ont développé ou entretenu l'idée qu'il ne pouvait se passer d'eux. Simplisme va-t-on nous dire, les choses ne sont pas si faciles, et les peuples ne sont pas assez mûrs pour se lancer d'eux-mêmes dans les innovations. C'est bien là qu'est le simplisme, car quand on voit les erreurs monumentales commises à ses dépens par ceux qui le dirigent on se demande bien comment un peuple pourrait s'y prendre pour faire plus mal qu'eux. Et s'il devait souffrir de certaines erreurs, dont lui non plus ne saurait être exempt, il aurait au moins l'avantage de goûter à la liberté — et ce serait déjà pas si mal.

En tout état de cause et bien que nous voudrions être solidaires sur toute la ligne des populations en lutte tant au Vietnam qu'au Moyen-Orient, il est vraiment impossible pour les révolutionnaires et les anarchistes que nous sommes de souscrire au nationalisme qui est par eux présenté comme le moteur de ce qu'ils pensent pouvoir être leur libération sociale. Dans l'un et l'autre cas le mot de révolution est souvent prononcé mais il ne correspond pas au contenu qui est le sien. La révolution sociale ne passe pas par le nationalisme ni par l'étatisme, donc pas davantage par la consécration de leaders à la direction d'un état même si celui-ci se présentait avec un style prétendu nouveau.

Dans leurs luttes actuelles il est bon que tous sachent que nous sommes de cœur avec eux tant qu'ils essènent des coups aux détenteurs de l'argent, du pouvoir et de l'autorité, mais qu'il cesse d'en être ainsi à partir du moment où leurs efforts s'orientent vers un renouvellement ou un renforcement de ces formes d'asservissement sous quelque bannière que ce soit.

Union Fédérale Anarchiste de la région Parisienne

Les militants de l'Union fédérale anarchiste de la région parisienne, en vue d'un regroupement souhaitable des différentes formes du mouvement anarchiste, ont procédé à une réunion de camarades le 6 novembre 1970, au cours de laquelle ont été établis un plan de travail et l'inscription à l'ordre du jour de différentes questions propres aux relations extérieures à entretenir dans la région parisienne.

Ces camarades précisent qu'il sera procédé à des réunions en vue d'élargir les discussions des propositions qui ont été émises.

Les camarades désireux de se joindre à ce groupe peuvent contacter le camarade AUCHERE, téléphone 402-92-53, ou s'adresser au « Libertaire », B.P. n° 1, 41 - Chailles.

∴

Pour entrer en relation avec le groupe de Châteauroux et environs, qui se réunit régulièrement et prépare la campagne anti-électorale en vue des élections municipales, s'adresser au journal qui transmettra.

∴

Pour Loches, Montrichard et environs, les lecteurs et amis désireux de se mettre en rapport avec les militants de l'U.F.A. peuvent écrire au journal.

∴

Un groupe est en voie de se constituer en Haute-Savoie ; se mettre en rapport avec : Yves DANANCIER, résidence Beauregard, rue du Jourdil, 74 - Cran-Gevrier.

LES NOUVELLES SUFFRAGETTES

Le journal « Elle », journal de tendance tout ce qu'il y a de réactionnaire, se pique entre deux exposés de la mode maximinimimollet, et deux interview de Françoise Harpie et du grand chanteur mort, de faire de la sociologie féminine à grande échelle ; pour démobiliser les femmes de leurs préoccupations essentielles, pour les amener à ne réfléchir que sur les petites affaires personnelles, on lance un grand sondage d'opinion pour prouver que la femme est aussi mal lotie que l'homme dans la société actuelle. La réponse est toute donnée : égalité des deux sexes sur les plans de l'alinéation de l'exploitation (avec une prime pour la femme), de l'intoxication, etc.

A quoi peuvent servir des questions telles que celles qui suivent : « A votre avis, les femmes ont-elles, sur le plan de l'amour physique, des besoins moins impérieux que les hommes, plus etc. »

« Pensez-vous qu'une femme puisse devenir président (sic) de la République ? »

« Pensez-vous qu'à travail égal, une femme doit avoir un salaire inférieur, égal, supérieur à celui des hommes ? »

Nous ne relèverons pas plus de ces questions stupides qui tendent à faire la preuve que la femme forme une classe à part dans la société ; quand on connaît les lectrices de « Elle », on ne peut que se demander ce que répondra Marie Chantal à des questions telles que : « Jusqu'à quel âge, de nos jours, une femme peut-elle encore espérer plaire ? ».

Le sérieux d'une telle entreprise laisse à désirer si ce n'est pas une nouvelle forme de publicité ! ! ! Et s'il y a des choses à reprendre de l'autre côté de l'Atlantique, ce ne sont pas fatalement les foutaises de cet ordre.

l'U.F.A. ayant adhéré à l'Internationale des Fédérations Anarchistes, demande à ses adhérents désirant participer aux travaux de cette dernière, de se mettre en relation avec le journal.

LE FÉDÉRALISME ANARCHISTE

LES TRANSPORTS EN COMMUN

Dans une société transformée, libérée de l'exploitation patronale et de l'omniprésence de l'Etat, il faudra tenir compte non seulement des nécessités du bon fonctionnement d'un service public aussi important, mais aussi du rôle que celui-ci doit jouer dans la sauvegarde de la liberté individuelle.

La formule **transports en commun** désigne les moyens de transport collectifs pour les personnes — à l'exclusion des moyens de transport individuels. Elle s'applique donc aux services d'autobus, de métros, de chemin de fer, allant jusqu'aux services maritimes et aériens, moyens de transports qui d'ailleurs sont souvent mixtes — servant pour les personnes en même temps que pour les marchandises.

Il ne s'agit pas de simplifier, de schématiser à outrance en se contentant d'affirmer que les coopératives des divers organismes et les fédérations de transports en commun, gérées par les travailleurs de cette branche d'activité, en liaison permanente avec les usagers (eux aussi constitués en association), feront fonctionner leur secteur économique — car c'en est un — au mieux des intérêts de tous. L'autogestion ou autre « conseillisme » ne seront qu'une contribution à la solution des problèmes d'ordre économique et social, mais celui du respect et de la personnalité, en l'occurrence de la liberté pour chacun de choisir son moyen de transport en fonction de ses besoins et de ses aspirations sans que pour cela l'intérêt collectif (et donc en retour l'intérêt individuel) soit sacrifié ne saurait être négligé.

Présentement, l'imbrication entre les moyens de transport individuels et collectifs par rapport aux aspirations humaines devient inextricable, se traduisant par des contradictions pour le moins ahurissantes, mettant bel et bien en cause la liberté (nous ne parlerons pas pour l'instant de l'avion et du bateau, ni des grandes lignes de chemin de fer, qui évoquent de longs parcours et feront l'objet d'une autre étude, en raison des données qui leur sont particulières).

Paradoxalement, pour étudier avec assez de sérieux le problème des transports en commun, nous ne pouvons éviter de nous pencher non moins sérieusement sur celui des transports individuels.,

L'autobus, le métro, le chemin de fer ont été longtemps, même en pays industrialisé, considérés comme des moyens très honorables de se déplacer. Toutefois, avec le gonflement démographique, la concentration et la mauvaise décentralisation industrielles, le caractère collectif de leur utilisation est très souvent astreignant : d'abord, pour certains, par le fait qu'ils imposent en cours de trajet un voisinage pouvant ne pas être de leur choix, mais aussi — et pour tous — parce que des questions d'horaires interviennent que l'on n'a pas établies soi-même, qui ne cadrent pas toujours avec nos occupations ou nos caprices. A cela s'ajoute — ce qui est souvent majeur dans la décision d'y renoncer — que l'autobus, le métro ou le train ne vous prennent pas à votre porte ni ne vous déposent exactement à votre lieu de destination. (Et comment ne pas mentionner ces métros, autobus et train de banlieue où les usagers sont réduits à s'étouffer collectivement, faute de place, s'ils veulent arriver en temps voulu à leur travail ou à leur demeure.)

Or la voiture, par excellence moyen individuel de transport, fait bon marché de tous ces inconvénients. Satisfaisant l'individualisme qui est au fond de chacun, elle est sensée le libérer des contraintes que lui imposent les transports collectifs. Sans nous attarder à la marque extérieure de richesse que d'aucuns voient en elle — et dont ils sont ridiculement fiers —, il faut souligner les sujétions que comportent son utilisation : coût de son acquisition, soucis, frais d'entretien et de combustible, difficultés fréquentes pour se garer et circuler — en ville notamment — au moment où l'on a le plus besoin, difficultés avec elle d'aller vite à l'instant même où on l'a prise parce que l'on était pressé. Malgré d'aussi nombreux inconvénients, son utilisateur lui donne tout de même la préférence sur les autres moyens de transport, et alors que la réglementation devient de plus en plus sévère tant pour le stationnement que pour la circulation, la fluidité de celle-ci va diminuant sans cesse. Le nombre d'automobilistes emboîtant le pas de la démographie et de « l'expansion » économique, les difficultés s'amoncellent pour circuler, pour stationner.

La voiture, hier considérée comme un moyen de gagner du temps, ne parvient plus dans de nombreux cas qu'à en faire perdre à celui qui s'en sert. Considérée d'abord comme un moyen d'évasion, un facteur de liberté, elle devient dans ces conditions un engin liberticide, car l'homme, en se soumettant à beaucoup de ses impératifs en devient esclave, ne faisant plus lui-même que servir ce qu'il devait soumettre.

Comment peut-on s'expliquer, malgré tant d'inconvénients, l'acharnement mis à utiliser la voiture, moyen individuel de déplacement ?...

Il y a toute une psychose du confort favorable au maintien de cet état de fait, lequel est grandement entretenu par les énormes moyens de publicité mis en œuvre par l'industrie automobile. Et nous assistons à cette contradiction inhérante comme tant d'autres à l'économie bourgeoise : l'industrie automobile est une des branches maîtresses de l'économie contemporaine, elle joue un rôle de premier plan dans ce qui engendre la soif de consommer, elle est devenue dans les pays industrialisés un article de consommation courante, donc l'Etat favorise son développement alors qu'en même temps il est conduit à édicter une interminable gamme de mesures restrictives touchant à l'usage de la voiture.

Toutes ces contradictions confirment que les transports en commun sont indispensables, car si trop d'usagers se prenaient à vouloir s'en passer en lui préférant la voiture, la circulation, de difficile qu'elle est dans les centres urbains, y deviendrait tout simplement impossible. Si beaucoup s'en éloignent, c'est évidemment parce que tout n'est pas fait pour les rendre attrayants, qu'il s'agisse de leur confort, de leur multiplicité ou de leur fréquence. Or, il faudra bien en arriver là pour qu'ils y reviennent d'eux-mêmes, non contraints et forcés.

La solution du problème des transports en commun pour ce qui est des zones urbaines est liée à celle du problème social tout entier. L'urbanisation actuelle ayant le profit capitaliste pour mobile, et souvent l'Etat pour guide, ne le résoudra pas car elle n'est pas mue au départ par la volonté populaire, elle n'a pas comme moteur les vœux librement exprimés et discutés par les intéressés — les usagers — groupés en association. Les populations locales intéressées ne sont même pas consultées pour ce genre d'affaires. C'est à l'échelon des Conseils généraux, des parlements, des ministères, des administrations « concernées » (les conseils municipaux ne sont généralement consultés que pour la forme) des cartels ou des firmes intéressées que sont faites les « études » et prises les décisions s'y rapportant. Que deviennent, au sortir d'un crible comme celui-là, les besoins, les vœux des usagers ?... Ils ne peuvent être que malmenés ou ignorés.

Nous aurons l'occasion de revenir sur le sujet mais, dès à présent, nous soulignerons un non-sens majeur dans la gestion des transports en commun et auquel il pourrait être mis fin sans plus attendre : la non-gratuité pour l'usager. Dans l'économie fédéraliste anarchiste, les transports en commun seront gratuits. En affirmant cela, nous entendons bien ne pas ignorer les nécessités de comptabilisation que comportent une saine gestion, et c'est en connaissance de celle-ci que nous nous permettons même d'assurer que la gratuité constituera une économie, car les heures de travail que représentent la confection, la répartition, la vente et le contrôle des titres de voyages (des billets) ne sont rien moins qu'une perte sèche pour la société, qui peut facilement financer par d'autres moyens beaucoup moins onéreux un service public. Tout révolutionnaire que nous soyons — et même à cause de cela — nous ne saurions négliger l'aspect gestionnaire d'une économie nouvelle.

Quoi qu'il en soit, la **gestion directe** des transports par les travailleurs de cette branche ne peut qu'apporter du mieux, mais à la condition qu'elle s'inscrive dans un ensemble économique et social entièrement renouvelé, lequel n'est concevable qu'après la révolution sociale.

LETTRE D'UN ZUPARD

Selon les dires de la « Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Indre » n° 281, octobre 1970, la Z.U.P. (Zone à urbaniser en Priorité) de Châteauroux, où s'entassent 8.000 habitants, comporte une densité de logements jugée généralement excessive et des espaces verts trop réduits. La Z.U.P. de Châteauroux n'est qu'un échec parmi tant d'autres, une regrettable erreur parmi des centaines que se prennent à déplorer, après coup, ceux qui soutiennent le système qui en est responsable. Quelques personnalités ont regretté en baissant la tête autour d'un tapis vert une réalisation malheureuse, puis ils sont rentrés chez eux, dans leurs maisons ou leurs résidences prétentieuses pour parvenus, cependant qu'une regrettable erreur de 8.000 personnes est condamnée à vivre (ou plutôt à survivre) dans des cubes de béton qui jouent à cache-cache en contemplant l'immeuble d'en face ou les chantiers de la Z.U.P. n° 2 qui vient se coller à la première pour doubler le volume de l'abominable pustule inhumaine ; la deuxième erreur regrettable est déjà en chantier :

Premier stade : arrachage des haies et des derniers beaux arbres. Fuite des derniers lapins de garenne devant les bulldozers.

Deuxième stade : plantation d'arbres squelettiques qui commenceront à donner de l'ombre quand les immeubles s'écrouleront. Goudron, béton, gazon.

Tout ceci avec la bénédiction d'un gouvernement qui patronne l'année de la protection de la nature.

Et tous les jours en France, et ailleurs, des gens importants discutent autour de tables à dessin ou de tapis vert en se demandant comment ils vont bien pouvoir caser de façon rentable les futurs produits de la campagne de lapinisation nationale (une France de 100.000.000 d'habitants. Il n'est pas précisé le nombre de chômeurs, des alcooliques, des débiles mentaux victimes d'une société inhumaine, ni celui des suicides, ni les bénéfices que réalisera l'exploitation patronale sur un marché de l'emploi écrasé de demandes). La politique nationaliste-impérialiste est liée à la politique de l'urbanisme caserne et à celle de l'exploitation de l'homme dans la consommation ; plutôt que d'ajuster, comme nous le préconisons, la production sur les besoins des consommateurs, on pousse à fabriquer des enfants, déjà consommateurs à la naissance, pour absorber le surplus de production. Plus besoin de tant de bras dans le peuple, que celui-ci fabrique maintenant des poubelles vivantes destinées à avaler toute la production inutile. Le conditionnement commence à la base : quels sont les désirs d'un enfant né dans cette boîte en béton et hypnotisé par les images bleutées qui sortent de l'autre boîte, la télévision (propriété du capitalisme représenté par l'Etat) ; déjà conditionné dès sa naissance, quels exutoires peut désirer cet enfant emprisonné qui survit dans un environnement déshumanisé, la nature, le naturel, la vie réellement vécue ne sont perçus qu'au travers d'images frelatées.

Cet enfant se tournera évidemment vers la consommation lorsqu'il sera en âge de consommer lui-même, il ne recherchera aucune richesse intérieure mais entraîné, comme le souhaitent les gouvernants, vers la surenchère d'un désir d'acheter effréné, il se donnera l'illusion d'une richesse extérieure en s'appropriant contre argent comptant, ou à crédit, dans les supermarchés et tous les temples de la consommation la parure qui lui servira à produire un vulgaire et inutile spectacle social auprès d'individus obnubilés par les mêmes images cent fois répétées, mille fois suggérées. Dans les cités de l'homme déshumanisé, dans les villes de la vie morte que vous voyez se dresser comme de monstrueuses palissades masquant une honteuse opération, des gens croient vivre parce qu'ils mangent et qu'ils dorment.

Ceux qui voient lorsqu'ils se croisent dans une glace l'image d'une vie foutue, offerte à l'exploitation éhontée du patron qui les tue à petit feu, et aux duperies des marchands de rêve qui les méprisent. Ceux-ci se sentent pris d'une rage froide qu'ils ne peuvent exprimer tant ils sont englués dans l'absurde de leur survie, incarcérés dans leurs cités mangeoires-dortoirs. Le refuge le plus couramment employé contre cette sensation est l'alcoolisme, toléré et même encouragé par l'Etat parce qu'il lui rapporte plus qu'il ne nous coûte. Les entassements d'immeubles modernes ne sont que des clapiers, des étables, des abattoirs de la mort lente, des usines d'abrutissement, le cœur de ces villes qui n'osent quand même pas se dire des villes est... devinez ? Un centre commercial, les centres d'aliénation se modernisent, nous passons de l'église, foyer des villes jusqu'au siècle dernier, aux temples de la consommation, basiliques de l'oppression moderne. Ceux qui s'installent (comme moi) dans ces cimetières aux chapelles de béton le font par nécessité, ils pensent venir là provisoirement, après ? Mais il n'y a pas d'après, il y a le matin quand il fait froid, quand il fait nuit et qu'on part la tête vide et où on essaye de ne pas penser qu'on gâche sa vie, ou alors on pense à ses enfants qui feront mieux que leurs parents, qu'on va pousser dans les études, comme si les cartes n'étaient pas truquées, comme si les places n'étaient pas réservées pour la comédie permanente ; vu le nombre d'étudiants, quand tes enfants auront eu leurs diplômes, ils n'en seront pas plus libres et à vingt ans ils verront se profiler à l'horizon une vie foutue comme la tienne, même si au lieu de pointer à l'usine ils passent leurs journées à s'étioler derrière un bureau ou devant un ordinateur, le temps de penser à ça et tu es à l'usine. Alors là, tu ne peux guère songer qu'aux cadences, à ne pas te couper les doigts ou à ne pas te brûler, ou alors tu es au magasin coincé entre le patron et les clients, ou au bureau avec le chef, le sous-chef et le petit chef. Quand arrive le soir, alors là tu es bien trop fatigué pour penser à autre chose qu'à aller te coucher, et on peut te parler de participation, ça ne t'empêche pas de dormir, et ce n'est pas parce que tu auras dans ta poche les bouts de papier qu'ils appellent actions que tu seras moins abruti par ton travail et que tu pourras faire un petit peu ce qui tu souhaites. Et c'est comme ça tous les jours.

Contrairement à ce que l'on nous chante sur tous les tons, la vie moderne que nous apporte le capitalisme n'a pas fait évoluer l'homme ; elle le ramène au niveau de l'animal, non pas de l'animal sauvage mais de l'animal domestique, de la bête conditionnée, du lapin. Si nous ne regardons pas tout ça en face et que nous ne nous révoltons pas, nous allons tous devenir des lapins, des moutons, des bœufs. Si l'on observe la société sous son jour réel, on ne peut être partisan de réformes, on ne peut être qu'un ennemi ou un complice de la société autoritaire ; seul le changement radical que préconisent les anarchistes apparaît comme réaliste et évident, seule l'autogestion généralisée peut nous satisfaire, seule la société libertaire nous permet de construire notre vie selon nos désirs, c'est-à-dire d'abord de vivre ailleurs que dans les boîtes de cette société H.L.M. aux contrats dictatoriaux.

UN ZUPARD.

VERS LE REGROUPEMENT ANARCHISTE...

Dans le dernier numéro du « Libertaire », nous lancions l'idée d'un regroupement des anarchistes actuellement éparpillés dans diverses organisations et, par cela même, condamnés à voir stagner la propagation de leurs idées.

C'est animés par cette initiative que, le 31 août, nous avons pris contact avec les militants de l'O.R.A. (Organisation révolutionnaire anarchiste), réunis à Alès. On ne saurait dire, sans altérer la vérité, que l'état d'esprit et les préoccupations qui semblent être les leurs soient très favorables à la réalisation rapide du regroupement recherché.

Tout d'abord, il convient de noter que nous n'avons pas été admis, même comme auditeurs (ce qui nous eût suffi), à assister aux séances de travail de ces camarades — qui néanmoins nous avaient fait part de leur rencontre. C'est seulement hors de ces séances qu'il nous a été donné de pouvoir nous entretenir avec eux.

De nos entretiens, il ressort que ces derniers ne sont pas favorables à l'idée d'une confédération ou d'un quelconque sigle confédéral.

Leur analyse des faits sociaux, de l'évolution des sociétés et de la conjoncture se situe dans un contexte selon nous peu propice à l'anarchisme, et plus propre à faire éclore une variante en théologie révolutionnaire qu'à lier l'idée de liberté à celle de révolution. Les notions de « tactique révolutionnaire » paraissent l'emporter sur le souci de définir les grandes lignes des structures sociales, auxquelles doit aboutir une transformation d'inspiration anarchiste.

Un thème comme celui de « Libération nationale » est retenu par eux comme facteur d'une véritable révolution sociale et digne de prendre large place dans les débats des militants anarchistes (ce qui nous effraie un peu...). Quoi qu'il en soit, tous sont tombés d'accord sur la nécessité de favoriser la multiplication des relations entre militants. L'action commune à l'échelon local demeure toujours possible, le groupe étant en définitive le berceau authentique d'un mouvement.

L'idée de manifestations publiques communes par la parole (meetings, etc.), n'a pas été rejetée. Quoi qu'il en soit, l'impression que nous a laissée cette rencontre est la suivante : un regroupement des anarchistes est possible, mais il est peu probable dans bien des cas que les responsables d'organisation se réclamant de l'anarchisme veuillent réellement le promouvoir. C'est donc à tous nos camarades répartis de ci de là (comme à nous-mêmes), qu'il revient d'y travailler en œuvrant avec les anarchistes de leur entourage.

Peu importe pour nous « l'appartenance » (un mot qui pour nous ne sonne pas très bien) d'un militant dès l'instant où, par ses comportements, il fait la démonstration qu'il est anarchiste et veut se dépenser pour l'anarchisme.

Quoi qu'il puisse arriver, nous tenons à souligner qu'aucune polémique ne saurait être la conséquence de la campagne pour le regroupement anarchiste, pas plus avec les individus qu'avec les organisations.

⁂

Considérant que l'information doit circuler le plus librement possible et qu'il revient à chacun de se faire lui-même une opinion, nous donnons ci-dessous les adresses des deux organisations se réclamant de l'anarchisme :

— LA FEDERATION ANARCHISTE
(journal « Le Monde Libertaire »), 3, rue Terneaux, Paris-11e

— L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE
(journal « Le Front Libertaire »), 33, rue des Vignolles, Paris-20e.

L'INJUSTIFIABLE HIÉRARCHIE

Les différences de valeurs individuelles sont une réalité qu'aucune théorie ne détruira jamais. Il n'en demeure pas moins que dans une communauté de travailleurs, pour parvenir à une certaine égalité sociale, ce n'est pas nécessairement le côté utilitaire de chacun de ses membres qu'il y a lieu de prendre en considération, pas plus que l'étendue des services qu'il est susceptible de rendre et qu'il serait hasardeux de vouloir évaluer. Il serait vain pour le travailleur manuel de la profession la plus simple de contester à l'agent de maîtrise l'utilité des connaissances qu'il peut mettre à la disposition de l'appareil productif, mais il serait également vain pour ce dernier de vouloir ignorer que toutes ces connaissances seraient improductives sans le concours des exécutants des travaux les moins compliqués. Prises dans ses éléments actifs, la société est un ensemble dont les diverses parties, privées les unes des autres, sont condamnées à l'impuissance.

D'autre part, dans la formation de « l'intellectuel », des facteurs très variés interviennent : les facultés mentales, intellectuelles, dont la nature l'a doté (il n'y est pour rien). Le milieu dans lequel il a vécu, les circonstances, les moyens matériels dont il a pu disposer pour acquérir ses connaissances — et dont il est rarement la source. Il n'a donc pas à tirer vanité de son niveau culturel, même s'il arrive que n'ayant pas été favorisé par la chance, ce soient des efforts tenaces et des privations qui lui aient permis d'y parvenir.

La somme de connaissances d'un esprit cultivé est avant tout le fruit du travail de ceux qui, par leurs œuvres, leurs réalisations et leurs exemples, lui ont permis de s'instruire et de s'élever. En définitive, c'est à la société qu'il doit de savoir tant de choses et, par conséquent, lorsqu'à son tour il produit, il ne fait que rembourser une faible partie de la dette qu'il a contractée envers elle. C'est dire combien il est injuste de vouloir établir une quelconque hiérachie de droite que rien ne vient justifier, qui donne le jour à une infinité de différences de traitement, troublent considérablement les relations sociales et sont un défit à l'équité la plus élémentaire.

La définition de « l'intellectuel » présente bien des difficultés, et peut-être ceux qui s'affublent trop légèrement de ce titre seraient-ils plus modestes s'ils songeaient davantage que, quelle que soit la fonction sociale que l'on exerce, il n'est pas interdit d'avoir des préoccupations aussi élevées, des vues aussi vastes, des goûts aussi raffinés que celui dont la formation (fut-elle universitaire), méthodique et intéressée au sens matériel du mot, a fait le type courant de l'intellectuel.

Il résulte, de tout ceci, qu'à quelque stade que ce soit, la hiérarchie est en fait un moyen de manipulation des travailleurs très préjudiciable à ceux-ci. C'est la carotte faisant avancer l'âne, répandant la discorde et la division, employée à tous les stades de la production, classant dans chaque catégorie, chaque ouvrier ou employé suivant un critère empirique.

Et lorsque l'on pense que tous les syndicats réformistes approuvent cette façon d'étiqueter les individus, on est en droit de se demander quelle est leur fonction : la défense ou l'asservissement des travailleurs ?

LISTE DE SOUSCRIPTION

Toury, 20 - Daubert, 5 - Soldas, 3 - Gernoux, 10 - Yvon, 5 - Cobin, 30 - Groupe Châteauroux, 30 - Serance, 2 - Canillas, 20 - Mouret, 120 - Cuchenueux, 6 - Anonyme, 10 - Bloesing, 5 - Marsaux, 3 - Négrier, 10 - Des étudiants d'Orléans, 15 - Brosseaux, 20 - Riky, 5 - Lamberet, 30 - Colin, 3 - Millet, 25 - Morel, 5 - Leclainche, 20 - Sylvain, 8 - Groupe de Tours, 50 - Jean Louis, 2 - Chauffour, 6 - Sauvin, 9 - Denisse, 10 - Groupe Air Equipement, 25 - Oriol, 20 - Marcelline, 1 - Bourdin, 11 - Rana, 5 - Bourjé, 50 - Hairel, 3 - Macir, 8 - Auchère, 20 - Barraud, 15 - Groupe de Nice, 25 - Johannet, 10 - Yannick, 10 - Brède Michel, 35 - Laurent, 20 - Delmon, 2 - Munoz, 20 - Groupe de Blois, 40 - Colin, 3 - Namasse, 3 - Loinron, 4 - Legrand, 7 - Livaro, 10 - Gautier, 6 - Groupe de Tours, 25 - Pinaud, 5 - Girard, 12 - Viste, 3 - Dugas, 10 - Cottencin, 2 - Pernelle, 10 - Sandré, 6 - Amont, 12 - Isot, 10 - Coretty, 20 - Polnave, 5 - Artin, 10 - Dalvert, 3 - Terreau, 11 - Fauste, 6 - Patureau, 20 - Dhermy, 20 - Moisen, 5 - Goessan, 11 - Un lecteur, 6 - Débézier, 4 - Masnière, 9 - Quinton, 8 - Hirsh, 2 - Loridon, 8 - Ancellin, 12 -

Imprimerie ALLEAUME
11, rue Chambourdin, 41 - BLOIS

Commission Paritaire Papier de Presse
N° 46128

Le Directeur de la Publication : Louis LAURENT
26, allée des Bosquets
93 - AULNAY-SOUS-BOIS